



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



point-justice
Gironde



**Maison de Justice et du Droit
des Hauts de Garonne**



MJD DES HAUTS DE GARONNE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023

Rédigé par : Monsieur HEDDAB Norédine

Le 22 / 05 / 2024

PROPOS LIMINAIRES

Les maisons de justice et du droit (MJD) sont des établissements judiciaires résultant d'un partenariat entre le ministère de la justice et une collectivité locale. Nées d'initiatives locales au début des années 1990, leur développement a nécessité un cadre législatif. La loi n°98-1163 du 18 décembre 1998 a ainsi réglementé l'existence de ces structures. Le décret n°2001-1009 du 29 octobre 2001 puis la circulaire d'application du 24 novembre 2004 sont venus compléter le dispositif. Le Code de l'organisation judiciaire réserve aux articles R.131-1 et suivants un titre sur les MJD.

Placées sous l'autorité conjointe des chefs de juridictions, les MJD assurent une présence judiciaire de proximité, concourent à la prévention de la délinquance, à l'aide aux victimes et à l'accès au droit. Les mesures alternatives de traitement pénal et les actions tendant à la résolution amiable des litiges peuvent s'y exercer. Il existe à ce jour, 149 MJD réparties au sein de 30 cours d'appel et de 66 départements.

En Gironde, on dénombre trois maisons de justice et du droit situées à Bordeaux, Lormont et depuis le 1^{er} septembre 2023 à Lesparre-Médoc.

La maison de justice et du droit des Hauts de Garonne est le fruit d'un partenariat abouti entre : le Tribunal Judiciaire de Bordeaux, la Préfecture de la Gironde, le Département de la Gironde, le barreau de Bordeaux, le service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP), la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), le centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF), l'association Hauts de Garonne Développement et les communes suivantes : Ambarès et Lagrave, Ambès, Artigues près Bordeaux, Bassens, Beychac et Cailleau, Bonnetan, Bouliac, Camarsac, Carbon Blanc, Carignan-de-Bordeaux, Cénac, Cenon, Croignon, Fargues Saint Hilaire, Floirac, Lormont, Montussan, Pompignac, Sainte Eulalie, Saint Loubès, Saint Louis de Montferrand, Saint Sulpice et Cameyrac, Saint Vincent de Paul, Salleboeuf, Tresses et Yvrac.

Tous ces partenaires ont signé une convention en date du 12 mai 1997 relative à la création, au fonctionnement ainsi qu'à la gestion financière, convention modifiée le 16 septembre 2008 et un avenant à la convention modificative relative à la constitution et au fonctionnement au mois de juin 2019.

La MJD a ouvert ses portes le 15 septembre 1998 avenue de Paris à Lormont et depuis 2007, elle est située 45 avenue de la Libération à Lormont.

INFORMATIONS PRATIQUES

➤ **Coordonnées complètes de la MJD**

Carré des Iris

45 avenue de la Libération 33310 LORMONT

05.57.77.74.60

mjd-lormont@justice.fr

www.maisondejustice.fr

➤ **Les horaires d'ouverture au public**

Lundi : 09H – 12H / 13H30 – 17H30

Mardi : 09H – 12H / 13H30 – 17H30

Mercredi : 09H – 12H / 13H30 – 17H30

Jeudi : 09H – 12H / 13H30 – 17H30

Vendredi : 09H – 12H / 13H30 – 16H00

➔ Soit un total hebdomadaire moyen de 33,5 heures.

➤ **Fermetures de la MJD :**

- Vacances de pâques : 10 avril au 14 avril 2023 inclus

- Pont de l'Ascension : 19 mai 2023

- Vacances d'été : 31 juillet au 18 août 2023 inclus

- Vacances de Noël : 25 décembre 2023 au 2 janvier 2024 inclus

➤ **Les locaux**

Surface de la MJD : 310,60 M²

La MJD est accessible aux personnes à mobilité réduite.

L'accès à la MJD est facilité par le tramway (ligne A direction La Gardette – arrêt Iris)

Équipement	Nombre
Accueil	1
Salle d'attente	1
Salle(s) de réunion	1
Bureau(x) pour le personnel permanent	2
Bureau(x) pour les intervenants	5

➤ **L'équipement informatique et la connexion**

Nombre total de postes informatiques	9	Date du dernier renouvellement :
Nombre de postes du ministère de la justice	8	07/10/2022 à l'accueil
Nombre de poste de la collectivité locale	1	

Nombre de postes connectés à internet	9
Nombre de postes avec accès au RPVJ	1
Nombre de postes équipés pour la visio-conférence	2

On compte **neuf postes informatiques** à la MJD répartis de la manière suivante :

- Bureau du greffier : un poste informatique connecté à internet, accès justice, logiciel métier ;
- Bureau des juristes de la MJD et standard téléphonique : un poste informatique connecté à internet sans accès justice ;
- L'accueil de la MJD : deux postes informatiques connectés à internet sans accès justice ;
- Tous les bureaux des intervenants sont équipés de postes informatiques, deux sont connectés à internet sans accès justice ;

➤ Le personnel permanent

	Nom Prénom	Fonction	Temps de travail hebdomadaire
Personnel justice	HEDDAB Norédine	GREFFIER	38 H 30
Personnel de la collectivité locale	LORE Eve (arrivée le 21 Août 2023) en remplacement de LESCA Natacha (départ le 26 mai 2023)	JURISTE	35 H 00
	Mélanie COELHO (arrivée le 02 octobre 2023 – départ le 30 novembre 2023) en remplacement de Sarah HANIFI (arrivée en mars 2023 suite au départ de Manon LAHAYE en janvier 2023)		

Pendant l'année 2023, la MJD a connu des difficultés d'effectifs entraînant un turn over important et des vacances de postes de juriste pendant plusieurs mois :

- de janvier à mars suite au départ de Mme Manon LAHAYE,
- de fin mai à fin août suite au départ de Mme Natacha LESCA,
- de décembre 2023 à mi-janvier 2024 suite au départ de Mme Mélanie COELHO.

Cela a créé des difficultés au niveau de l'organisation de la MJD au cours de l'année.

➤ Sur le plan matériel

En 2023, nous avons été équipés d'un tableau-mémo mural à l'accueil physique ainsi que de six rafraîchisseurs d'air pour les bureaux.

Il a été réalisé une amélioration et une modification de l'espace d'accueil de la structure. En effet, l'accueil téléphonique a été transféré dans le bureau juriste avec toujours un poste téléphonique supplémentaire en soutien à l'accueil physique.

De plus, le mobilier existant a été déplacé de façon à fermer l'arrière de la banque d'accueil et augmenter l'espace disponible derrière. Maintenant, nous avons 2 postes d'accueil physique accompagnés de postes informatiques permettant une entre-aide facilité par la proximité.





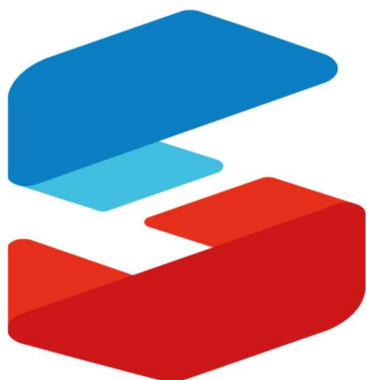
➤ Les services civiques

La structure bénéficie de la présence de volontaires en service civique. Ils sont recrutés par le SAIR de la Cour d'appel de Bordeaux. Mme Amèle ALIOUANE a été recrutée le 21 novembre 2022 ; et sa mission s'est terminée le 20 mars 2023. Elle a été remplacée par M. Malick SANOU à partir du 1^{er} septembre 2023.

Hauts de Garonne Développement a recruté également une service civique Alexia GOUX depuis le 3 octobre 2022, elle a terminé sa mission le 17 mai 2023.

Sa mission était fixée à 9 mois avec une durée de présence hebdomadaire de 28 heures puis adaptée à 24 heures hebdomadaire.

Les services civiques représentent un apport non négligeable au fonctionnement de la structure puisqu'ils participent à l'accueil, tant physique que téléphonique. Ils assistent le personnel dans la gestion des plannings et les diverses tâches administratives. Ils reçoivent les usagers en entretien individuel pour les aider à constituer les dossiers de demande d'aide juridictionnelle. Cette mission de service civique renforce le service rendu aux usagers et permet de favoriser l'accès au droit des personnes les plus vulnérables.



**SERVICE
CIVIQUE**
Une mission pour chacun
au service de tous

LE FINANCEMENT

Le Ministère de la Justice a financé la MJD pour un montant de : **69200.2** euros

Ce montant est réparti de la façon suivante :

Le personnel :

- Le poste du greffier (66244€) et des volontaires service civique (779.45€) représentent un montant de **67023.45** euros.

Les dépenses liées à la MJD payées sur le programme 166 :

- Maintenance des copieurs et imprimantes : 59,04€
- Maintenance standard : 360€
- Timbres : 696€

Total : **1126.92€**

Les dépenses au titre du programme 101, titre 3:

- Un poste téléphonique dans le bureau des juristes pour récupération ligne standard : 604,8€
- 6 rafraichisseurs d'air : 445,03€

Total : **1049.83€**

Les communes via le GIP Hauts de Garonne Développement ont financé les charges de fonctionnement à hauteur de **104035** € dont **30546** € liés aux locaux, les deux emplois et les services civiques à hauteur de **73489** €.

Le GIP perçoit **101956** € de cotisations des communes et **10800** € de subventions du Département.

L'accès au droit, principale activité de la MJD, dépend du soutien financier du Conseil Départemental de l'Accès au Droit de la Gironde (CDAD) qui finance les permanences des associations.

Association	Nombre de permanences	Financement
ALIFS	76	14780 Euros
CIDFF	46	8940 Euros
INFODROITS	44	9240 Euros
FAMILLE EN GIRONDE	21	1890 Euros
ATELIER GRAPHITE	22	4800 Euros
JURISTES CDAD	84	11109 Euros
TOTAL	293	48796 Euros

La somme de **11109** euros représente l'apport en industrie du CDAD via ses juristes qui ont assurés des permanences en droit du travail et en droit des contrats et de la consommation.

La mairie de Lormont finance les permanences juridiques de l'association laïque du PRADO pour l'aide aux victimes.

Les permanences des avocats du barreau de Bordeaux sont un apport en industrie dans le cadre de leur contribution à l'action du CDAD.

L'ACTIVITÉ

➤ L'activité globale de la MJJ

	ACTIVITÉS	2021	2022	2023
Accueil	Accueil physique	8047	7968	8117
	Accueil téléphonique	14996	15740	16173
	TOTAL ACCUEIL	23403	23708	24290
Accès au droit	Information et consultation juridique	3544	3094	3165
	Aide aux victimes	294	197	165
	TOTAL ACCES AU DROIT	3838	3291	3330
Modes alternatifs de règlements des différends (MARD)	Conciliation	342	337	335
	Information sur la médiation	22	21	17
	Délégué du défenseur des droits	223	161	196
	TOTAL MARD	587	477	548
Activité pénale	Alternatives aux poursuites (audiences et stages)	1260	1097	776
	Autres activités pénales (SPIP, PJJ, contrôle judiciaire....)	530	571	508
	TOTAL ACTIVITÉ PÉNALE	1790	1668	1284
TOTAL		29618	29144	29452

L'accueil de la MJD 2023

PREMIER ACCUEIL PHYSIQUE ET TELEPHONIQUE

	ACCUEIL PHYSIQUE MAJEURS	MINEURS	ACCUEIL TELEPHONIQUE	TOTAL
Renseignements sur la M.J.D	1750	10	12408	14178
Prise de RDV, confirmation de RDV	972	0	6101	7073
Information par le greffier	79	10	107	201
convocation ou rendez- vous avec intervenants (toutes activités confondues)	5162	18		5180
Orientation vers un ou des intervenants	151	0	1398	1574
Orientation extérieure	3	0	1243	1246
TOTAL	8117	38	21257	29452

Les intervenants de l'activité pénale

DELEGUES DU PROCUREUR

La Maison de Justice et du Droit des Hauts de Garonne accueille un public venant sur convocation. Les mesures alternatives aux poursuites constituent l'essentiel de l'activité pénale. La mise en œuvre des mesures alternatives aux poursuites pénales est confiée à des délégués du procureur de la République. L'avertissement pénal probatoire, le classement sous condition et la mesure de composition pénale apportent une réponse pénale adaptée à la petite et moyenne délinquance.

Nombre de dossiers	Nombre de personnes reçues		Majeurs		Mineurs		Total
			Communes	Hors Communes	Communes	Hors Communes	
	Rappels à la loi		47	33	0	0	76
	Classements Sous condition	1er RDV	73	41	0	0	149
		Autre RDV	0	1	0	0	1
SOUS TOTAL (1)			120	75	0	0	230
	Composition Pénale	1er RDV	202	197	0	0	399
		Autre RDV	76	71	0	0	147
SOUS TOTAL (2)			278	268	0	0	546
TOTAL (1) + (2)			374	336	0	0	776

CONSEILLER PENITENTIAIRE D'INSERTION ET DE PROBATION

Les mesures d'application des peines sont exercées par les conseillers pénitentiaires d'insertion et de probation. Les **CPIP** assurent le suivi des mesures des personnes condamnées, essentiellement dans le cadre de suris probatoires et des mesures de travail d'intérêt général.

Nombre de personnes convoquées	S.M.E		Accueil sortants de prison et orientation		Suivi de libération conditionnelle		TIG (dont TNR)		SSJ		Actions collectives et autres		Placement extérieur		Bracelet électronique		TOTAL
	1ère fois	Plusieurs R.V.	1ère fois	Plusieurs R.V.	1ère fois	Plusieurs R.V.	1ère fois	Plusieurs R.V.	1ère fois	Plusieurs R.V.	1ère fois	Plusieurs R.V.	1ère fois	Plusieurs R.V.	1ère fois	Plusieurs R.V.	
756																	
Ville ou Agglo.	21	247	0	0	1	7	42	81	4	23	0	0	4	1	3	9	443
Hors ville ou Agglo.	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2
TOTAL	445																

ASSOCIATION D'ENQUETE ET MEDIATION

L'association d'Enquêtes et de Médiations intervient à la MJD dans un cadre pénal pour accomplir des mesures présentencielles. Les enquêtes sociales rapides sont principalement exercées au sein de la MJD.

	Aide ponctuelle et immédiate			Orientation vers un intervenant ou service extérieur			Soutien psychologique			Total
	1er fois	Suivi		1er fois	Suivi		1er fois	Suivi		
		Tél.	RV		Tél.	RV		Tél.	RV	
Ville ou Agglo.	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0
Hors Ville ou Agglo.	0	2	0	0	0	0	0	0	21	0
Ville ou Agglo.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hors Ville ou Agglo.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	0	2	0	0	0	0	0	0	23	25

OFFICIER DU MINISTERE PUBLIC

L'Officier du Ministère Public reçoit à la MJD une fois par trimestre, des personnes ayant formé des recours contre des amendes forfaitaires.

NOMBRE DE CONVOQUES	MESURES	NOMBRE DE PERSONNES RECUES		TOTAL
		COMMUNES SIGNATAIRES	HORS COMMUNES	
26	Classements	2	6	8
	Autres	8	4	12
TOTAL		10	10	20

PRADO MEDIATION REPARATION

La MJD reçoit dans un cadre pénal des mineurs au moment des faits ou jeunes majeurs au jour de la convocation soit pour réaliser une mesure de réparation suivie par l'association laïque du Prado, soit pour suivre un stage de citoyenneté.

	Nombre de convoquées		AUTEURS		VICTIMES		Total
			1ière fois	Autres R.V.	1ière fois	Autres R.V.	
MAJEURS	Ville ou Agglomération	0	0	0	0	0	0
	Hors Ville ou Agglomération	0	0	0	0	0	0
MINEURS	Ville ou Agglomération	18	9	1	0	0	10
	Hors Ville ou Agglomération	12	7	1	0	0	8
TOTAL		30	16	2	0	0	18

Les intervenants de l'accès au droit

L'accès au droit est la principale activité exercée à la MJD des Hauts de Garonne avec **3878** personnes reçues en 2023. Cette activité s'organise sous la forme d'entretiens proposés uniquement sur rendez-vous avec un délai moyen d'attente entre 1 et 10 jours suivant l'intervenant.

Les professionnels du droit :

Le conseil juridique est assuré par les avocats et les notaires. Les avocats interviennent toutes les semaines. Les consultations généralistes et spécialisées en droit social et de la famille, d'une durée de trois heures, se déroulent une à deux fois par semaine. Des permanences sont également dispensées par les avocats en droit public deux fois par mois et une fois pour mois pour les avocats de l'Institut du droit des étrangers (IDE). Les notaires assurent une permanence téléphonique deux fois par semaine. Les huissiers n'interviennent plus à la MJD depuis 2016.

AVOCATS

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	
Droit de la famille	95	2	97	163	7	170	0	0	0	267
Droit du logement	30	1	31	55	2	57	0	0	0	88
Consommation, Surendt	37	1	38	45	1	46	0	0	0	84
Droit civil	55	1	56	79	2	81	0	0	0	137
Droit du travail	108	5	113	136	8	144	0	0	0	257
Droit pénal	34	2	36	47	2	49	0	0	0	85
Droit des étrangers	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Droit administratif	11	1	12	13	1	14	0	0	0	26
Aide aux victimes	2	0	2	8	0	8	0	0	0	10
Droit commercial	8	0	8	13	0	13	0	0	0	21
Autres	11	0	11	25	2	27	0	0	0	38
TOTAL	392	13	405	584	25	609	0	0	0	1014

AVOCATS DROIT PUBLIC

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	
Droit de la famille	2	0	2	0	0	0	0	0	0	2
Droit du logement	4	1	5	2	0	2	0	0	0	7
Consommation, Surendt	2	0	2	1	0	1	0	0	0	3
Droit civil	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3
Droit du travail	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1
Droit pénal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit des étrangers	0	0	0	1	1	2	0	0	0	2
Droit administratif	35	2	37	64	4	68	0	0	0	105
Aide aux victimes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit commercial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	2	0	2	2	0	2	0	0	0	4
TOTAL	45	3	48	74	5	79	0	0	0	127

AVOCATS DROIT DES ETRANGERS

HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	
0	0	0	1	0	1	0	0	0	1
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	1	23	26	0	26	0	0	0	49
2	0	2	3	0	3	0	0	0	5
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
24	1	25	30	0	30	0	0	0	55

Les associations :

L'information juridique est dispensée par les associations, les deux juristes du CDAD et le personnel permanent de la MJD (greffier et juristes salariées de l'association Hauts de Garonne Développement) :

ALIFS

Une fois par semaine toute la journée, l'Association du Lien Interculturel Familial et Social (A.L.I.F.S) tient une permanence en droit des étrangers.

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	
Droit de la famille	0	0	0	3	0	3	0	0	0	3
Droit du logement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Consommation, Surendt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit civil	2	3	5	4	0	4	0	0	0	9
Droit du travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit pénal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit des étrangers	170	4	174	179	2	181	0	0	0	355
Droit administratif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aide aux victimes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit commercial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	172	7	179	186	2	188	0	0	0	367

CIDFF

Centre d'Information sur les Droits des Femmes et de la Famille (C.I.D.F.F) :

La majorité des demandes traitées par les juristes du CIDFF a concerné le droit de la famille. Le CIDFF assure une permanence une fois par semaine d'une durée de trois heures.

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	
Droit de la famille	81	2	83	158	4	162	0	0	0	245
Droit du logement	1	0	1	1	0	1	0	0	0	2
Consommation, Surendt	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1
Droit civil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit du travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit pénal	1	0	1	1	0	1	0	0	0	2
Droit des étrangers	2	0	2	0	1	1	0	0	0	3
Droit administratif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aide aux victimes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit commercial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	85	2	87	161	5	166	0	0	0	253

INFODROITS

INFODROITS : Les juristes informent les usagers sur les questions juridiques dans tous les domaines. L'association assure une permanence par semaine de trois heures.

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	
Droit de la famille	4	0	4	4	0	4	0	0	0	8
Droit du logement	10	0	10	24	0	24	0	0	0	34
Consommation, Surendt	26	1	27	62	0	62	0	0	0	89
Droit civil	13	1	14	17	0	17	0	0	0	31
Droit du travail	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Droit pénal	8	1	9	4	0	4	0	0	0	13
Droit des étrangers	0	0	0	1	0	1	0	0	0	1
Droit administratif	4	0	4	5	0	5	0	1	1	10
Aide aux victimes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit commercial	3	0	3	2	0	2	0	0	0	5
Autres	16	0	16	17	0	17	0	0	0	33
TOTAL	85	3	88	136	0	136	0	1	1	225

FAMILLES EN GIRONDE

FAMILLES EN GIRONDE : Les interventions portent pour l'essentiel sur la constitution et le suivi de dossiers de surendettement et ont lieu deux fois par mois.

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	
Droit de la famille	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit du logement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Consommation, Surendt	31	1	32	43	3	46	0	0	0	78
Droit civil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit du travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit pénal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit des étrangers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit administratif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aide aux victimes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit commercial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	31	1	32	43	3	46	0	0	0	78

RUELLE

RUELLE : L'association propose d'accompagner les victimes de toutes les formes d'exploitation dans le cadre de parcours de traite des êtres humains afin d'amener la personne à identifier le lien d'exploitation et à s'en émanciper.

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	
Droit de la famille	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit du logement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Consommation, Surendt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit civil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit du travail	1	7	8	1	0	1	0	0	0	9
Droit pénal	0	27	27	0	4	4	0	0	0	31
Droit des étrangers	2	14	16	1	6	7	0	4	4	27
Droit administratif	2	0	2	0	1	1	0	0	0	3
Aide aux victimes	0	24	24	0	6	6	0	0	0	30
Droit commercial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	3	5	8	0	1	1	0	0	0	9
TOTAL	8	77	85	2	18	20	0	4	4	109

ARC SUD-OUEST

L'Association des Responsables de Copropriété du Sud-Ouest (ARC SO) :

L'association assure une fois par mois une permanence d'une durée de trois heures. Un bénévole de l'association propose aux copropriétaires des communes signataires de répondre aux questions relatives à la copropriété.

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	
Droit de la famille	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit du logement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Consommation, Surendt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit civil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit du travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit pénal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit des étrangers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit administratif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aide aux victimes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit commercial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	5	1	6	12	0	12	0	0	0	18
TOTAL	5	1	6	12	0	12	0	0	0	18

JURISTES CDAD

Juristes du Conseil Départemental d'Accès au Droit (CDAD): Deux juristes interviennent une fois par semaine dans deux domaines juridiques différents : en droit social et en droit des contrats et consommation.

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	
Droit de la famille	1	0	1	2	0	2	0	0	0	3
Droit du logement	19	0	19	41	0	41	0	0	0	60
Consommation, Surendt	33	0	33	60	0	60	0	0	0	93
Droit civil	12	0	12	15	1	16	0	0	0	28
Droit du travail	167	11	178	237	4	241	0	0	0	419
Droit pénal	0	0	0	2	0	2	0	0	0	2
Droit des étrangers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit administratif	1	0	1	0	0	0	0	0	0	1
Aide aux victimes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit commercial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	2	0	2	0	0	0	2
TOTAL	233	11	244	359	5	364	0	0	0	608

GREFFIER

GREFFIER : informations juridiques et renseignements sur les procédures.

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	
Droit de la famille	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit du logement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Consommation, Surendt	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit civil	2	0	2	1	0	1	0	0	0	3
Droit du travail	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit pénal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit des étrangers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit administratif	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aide aux victimes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit commercial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	28	1	29	19	2	21	0	0	0	50
TOTAL	30	1	31	20	2	22	0	0	0	53

JURISTES MJD

JURISTES de la MJD : chaque juriste assure des permanences pour donner des informations juridiques relevant principalement du droit du travail, du droit pénal, droit civil et du droit de la famille.

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	
Droit de la famille	2	0	2	11	0	11	0	0	0	13
Droit du logement	13	0	13	11	0	11	0	0	0	24
Consommation, Surendt	1	0	1	4	0	4	0	0	0	5
Droit civil	3	0	3	1	0	1	0	0	0	4
Droit du travail	6	3	9	10	3	13	0	0	0	22
Droit pénal	7	0	7	2	0	2	0	0	0	9
Droit des étrangers	6	0	6	7	0	7	0	0	0	13
Droit administratif	4	0	4	2	0	2	0	0	0	6
Aide aux victimes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droit commercial	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	7	0	7	0	0	0	7
TOTAL	42	3	45	55	3	58	0	0	0	103

SERVICE CIVIQUE

Les volontaires en service civique : Ils ont également accompagné les usagers dans la compréhension et la constitution des dossiers de demande d'aide juridictionnelle. Ils ont aidé 50 usagers à les remplir en 2023.

Nature de la procédure	HOMMES			FEMMES			TOTAL
	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	
Divorce par consentement mutuel	0	0	0	0	0	0	0
Divorce hors consentement mutuel	0	0	0	0	0	0	0
Saisine JAF autorité parentale	0	0	0	0	0	0	0
Convocation TC (prévenu)	0	0	0	1	0	1	1
TMFPO	0	0	0	0	0	0	0
Recours contre décision de refus AJ	0	0	0	0	0	0	0
Autres	30	0	30	18	1	19	49
TOTAL	30	0	30	19	1	20	50

PRADO

L'AIDE AUX VICTIMES : Au sein de la MJD, le service d'aide aux victimes de l'association laïque du Prado propose d'aider les victimes d'infractions pénales. Des permanences d'aide aux victimes sont assurées toutes les semaines par **une juriste** et **une psychologue**.

		Aide ponctuelle et immédiate			Orientation vers un intervenant ou service extérieur			Soutien psychologique			Total
		1er fois	Suivi		1er fois	Suivi		1er fois	Suivi		
			Tél.	RV		Tél.	RV		Tél.	RV	
MAJEURS	Ville ou Agglo.	52	0	8	3	0	0	13	4	60	140
	Hors Ville ou Agglo.	1	0	0	0	0	0	1	4	18	24
MINEURS	Ville ou Agglo.	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1
	Hors Ville ou Agglo.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		54	0	8	3	0	0	14	8	78	165

ATELIER GRAPHITE

LA REDACTION DE COURRIERS ADMINISTRATIFS OU JURIDIQUES : Les permanences tenues par l'association **Atelier Graphite** permettent la production d'un écrit nécessitant la compréhension et la rédaction des termes juridiques. L'écrivain public juriste tient deux permanences par mois d'une durée de trois heures.

Nature de la demande	HOMMES			FEMMES			MINEURS			TOTAL
	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	Communes signataires	Hors communes signataires	TOTAL	
Droit de la famille	6	0	6	5	0	5	0	0	0	11
Droit du logement	4	0	4	6	1	7	0	0	0	11
Consommation, Surendt	4	0	4	9	0	9	0	0	0	13
Droit civil	0	1	1	2	0	2	0	0	0	3
Droit du travail	2	0	2	3	0	3	0	0	0	5
Droit pénal	2	0	2	4	1	5	0	0	0	7
Droit des étrangers	5	0	5	1	0	1	0	0	0	6
Droit administratif	9	0	9	9	0	9	0	0	0	18
Aide aux victimes	0	0	0	2	0	2	0	0	0	2
Droit commercial	3	0	3	0	0	0	0	0	0	3
Autres	3	1	4	5	0	5	0	0	0	9
TOTAL	38	2	40	46	2	48	0	0	0	88

LA RESOLUTION AMIABLE DES LITIGES

- **Les conciliateurs de Justice :**

Le règlement amiable des litiges d'ordre civil est favorisé par la présence de conciliateurs de justice sur les cantons de **Cenon, Lormont et la Presqu'île**.

On compte la présence de cinq conciliateurs de justice à la MJD en 2023 :

- **Madame Anne-Marie ESCHAPASSE** assure deux permanences par mois le deuxième et quatrième jeudi matin.
- **Madame Caroline MILITON** assure deux permanences par mois le deuxième et quatrième mardi après-midi.
- **Madame Ghislaine TARBOURIECH** assure une permanence par mois le troisième mercredi.
- **Monsieur Bernard PICOT** assure deux permanences par mois le deuxième et quatrième jeudi matin.
- **Mme Béatrice BATS DE LAVERGNE DELAGE** assure une permanence le premier et troisième jeudi de chaque mois.

		SUR DEMANDE DU J.I.		SAISIES DIRECTES		TOTAL
		1ière visite = 1 dossier	Autres visites	1ière visite = 1 dossier	Autres visites	
MAJEURS	Ville ou Agglomération	1	0	168	183	352
	Hors Ville ou Agglomération	0	0	1	2	3
TOTAL		1	0	169	185	355
MINEURS	Ville ou Agglomération	0	0	0	0	0
	Hors Ville ou Agglomération	0	0	0	0	0
TOTAL		0	0	0	0	355

- **Les délégués du Défenseur des droits :**

Deux délégués du Défenseur des droits proposent deux fois par semaine des permanences avec une demande plus importante pour les litiges avec les services publics : Monsieur Frantz NEBLAI et Monsieur Pascal PUVILLAND depuis décembre 2022.

MISSIONS	Réclamations		Demandes d'informations ou d'orientations		TOTAL
	1ère fois=dossier	Suivi=Visiteurs	1ère fois=dossier	Suivi=Visiteurs	
DÉFENSE DES DROITS DES ENFANTS	2	0	0	0	2
DÉONTOLOGIE DE LA SÉCURITÉ	0	0	0	0	0
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS					
- Emploi	0	0	0	0	0
- Accès aux biens et services	1	1	0	0	2
- Logement	0	0	0	0	0
- Éducation	0	0	0	0	0
- Autres	1	0	0	0	1
sous-total	4	1	0	0	5
MÉDIATION AVEC LES SERVICES PUBLICS					
- Ministère (Justice, Finances...)	12	2	0	0	14
- Caisses de retraite	7	5	0	0	12
- CPAM / RSI / MDPH	6	1	0	0	7
- CAF	11	1	0	0	12
- Pôle emploi	5	0	0	0	5
- Collectivités territoriales	10	2	0	0	12
- EDF GDF	1	1	0	0	2
- Services gestionnaires des transports	0	0	0	0	0
- Préfecture	100	13	0	0	113
- Hôpitaux	0	0	0	0	0
- Autres	12	2	0	0	14
sous-total	164	27	0	0	191
TOTAL	168	28	0	0	196

- **La médiation familiale :**

La médiation familiale est encouragée par l'association AGEF depuis janvier 2020. Des permanences ont lieu une fois par mois, destinées à informer les personnes sur le règlement amiable des affaires familiales.

		Médiations judiciaires familiales		Médiations judiciaires autres		Médiations conventionnelles		TOTAL
		1ère visite = 1 dossier	Autres visites	1ère visite = 1 dossier	Autres visites	1ère visite = 1 dossier	Autres visites	
MAJEUR	Ville ou Agglomération	4	0	0	0	13	0	17
	Hors ville ou Agglomération	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		4	0	0	0	13	0	17
MINEUR	Ville ou Agglomération	0	0	0	0	0	0	0
	Hors ville ou Agglomération	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL		4	0	0	0	13	0	17

L'ACCÈS AU DROIT EN CHIFFRES

Intervenants	2022		2023	
	Nbre de permanences	Nbre de personnes reçues	Nbre de permanences	Nbre de personnes reçues
Avocats	209	1134	222	1196
ALIFS	76	360	76	367
CIDFF	46	250	46	253
INFODROITS	44	248	44	225
FAMILLES EN FIRONDE (Surendettement)	23	80	21	78
ARC SUD-OUEST	7	13	8	18
RUELLE	38	60	56	109
ASSOCIATION LAÏQUE DU PARDO	40	107	30	65
AIDE AUX VICTIMES				
JURISTES DU CDAD	83	650	84	608
GREFFIER	/	24	/	53
JURISTES DE LA MJD	/	124	/	103
SERVICE CIVIQUE	/	27	/	50
PIST 33	23	41	0	0
Sous-total 1	551	3118	587	3125
DÉLÉGUÉS DU DÉFENSEUR DES DROITS	29	161	39	196
MÉDIATION FAMILIALE	9	21	7	17
CONCILIEURS DE JUSTICE	75	337	87	355
ASSOCIATION LAÏQUE DU PRADO SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE	30	55	43	100
ATELIER GRAPHITE	22	82	22	88
Sous-Total 2	165	656	198	756
TOTAL	716	3768	785	3878

→ **Répartition des demandes par âge et catégories socio-professionnelles**

Âge	
Mineur	16
18 – 25 ans	343
26 – 40 ans	1278
41 – 62 ans	1580
62 - 70 ans	380
+ de 70 ans	281
	<u>TOTAL</u>
	3878
Catégorie socio-professionnelle	
Salarié ou apprenti	1704
Fonctionnaire ou assimilé	182
Étudiant – lycéen – collégien	62
Profession libérale ou assimilé	76
Commerçant – artisan	82
Chômeur – RSA	525
Pensionné	67
Sans ressource	254
Retraité	535
Non renseigné ou autre catégorie	391
	<u>TOTAL</u>
	3878

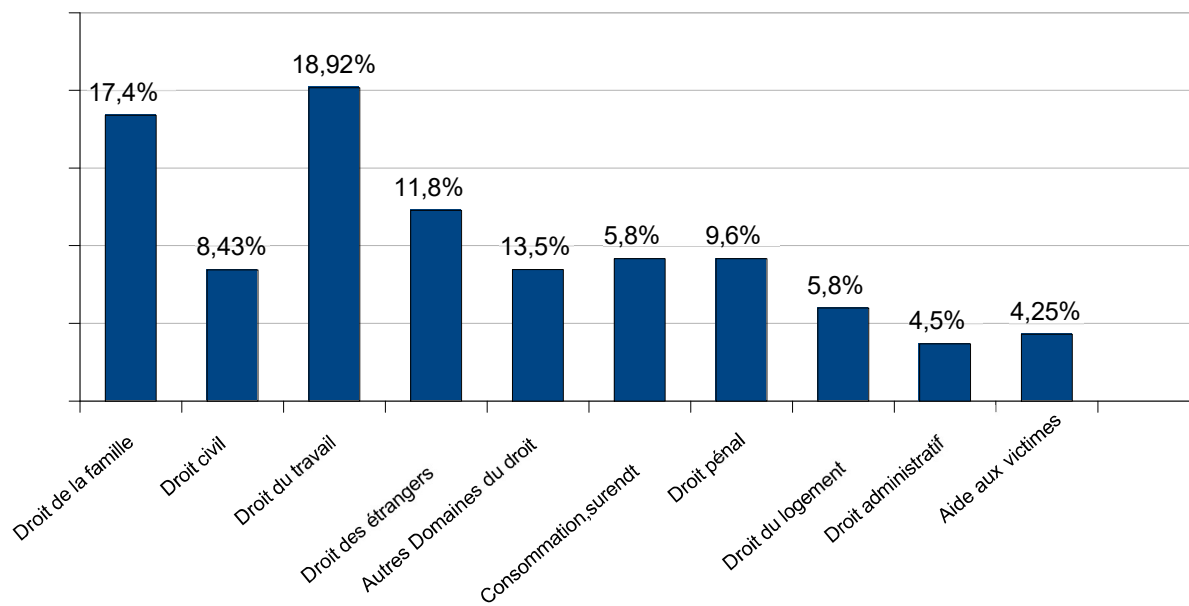
→ Répartition des demandes par origine géographique

DOMICILIATION	
AMBARÈS ET LAGRAVE	340
AMBÈS	46
ARTIGUES PRÈS BORDEAUX	153
BASSENS	186
BEYCHAC ET CAILLEAU	26
BONNETAN	6
BOULIAC	26
CAMARSAC	17
CARBON BLANC	158
CARIGNAN DE BDX	45
CENAC	24
CENON	587
CROIGNON	4
FARGUES SAINT HILAIRE	34
FLOIRAC	213
LORMONT	981
MONTUSSAN	45
POMPIGNAC	40
SAINTE EULALIE	58
SAINT LOUBÈS	117
ST LOUIS DE MONTFERRAND	38
SAINT SULPICE ET CAMEYRAC	37
SAINT VINCENT DE PAUL	20
SALLEBOEUF	19
TRESSES	61
YVRAC	34
COMMUNES NON SIGNATAIRES	346
TOTAL	3878

→ Répartition des demandes par quartiers des villes de BASSENS, CENON, FLOIRAC et LORMONT

QPV		
BASSENS	Quartier de l'Avenir	28
CENON	Quartier Henri Sellier	44
	Quartier Leo Lagrange	23
CENON / FLOIRAC	Quartier Palmer	109
	Quartier 8 mai 1945	24
	Quartier Saraillère	14
FLOIRAC	Quartier Dravemont	68
	Quartier Jean-Jaurès	27
LORMONT	Quartier Carriet	188
	Quartier Génicart Est	163
	Quartier Alpilles-Vincennes-Bois Fleuri	81
TOTAL		769

→ **Répartition des demandes par domaine juridique**



ACTIONS DE COMMUNICATION ET PARTENARIATS

➤ A l'intérieur de la MJD :

- Dans le cadre de la formation initiale, 2 greffiers stagiaires ont été reçus par le greffier de la MJD : - Le 17 Avril 2023 toute la journée pour la première stagiaire et du 22 mai au 16 juin inclus pour la deuxième stagiaire.
- Accueil d'une directrice des services de greffe judiciaires stagiaire, Mme Pauline LEROY du 10 mai au 24 mai inclus.
- Accueil de deux stagiaires de la police municipale dans le cadre d'un stage pratique d'observation au sein de notre établissement :
 - Du 30 janvier au 3 février 2023 inclus
 - Du 27 au 29 septembre 2023 inclus
- Accueil d'une stagiaire de l'université de Bordeaux en partenariat avec l'association JUST ACT le 12 mai et le 22 mai 2023.
- Accueil d'un stagiaire de l'université de Bordeaux du 19 juin au 28 juillet 2023.
- Participation à l'enquête nationale de satisfaction des usagers des point-justice 2023.
- Réunion avec l'ergonome Mme ESTRATE de l'AHJ 33 concernant le réaménagement de l'espace d'accueil de la structure le 30 janvier 2023 faisant suite à sa première visite le 21 novembre 2022.
- Visite et présentation de la structure de la maison de justice et du droit à la gendarmerie nationale M2PF « Maison de la prévention et protection des Familles » personnes avec qui nous assurons l'animation en milieu scolaire pour la mairie d'Ambarès et Lagrave, le 14 février.
- Visite et présentation des locaux et de la mallette pédagogique à l'association IME « Institut Médico-Educatif » de Lormont le 28 avril.

- **La réunion des intervenants** a eu lieu le 4 mai 2023, évènement qui est l'occasion de dresser le bilan de l'année et d'échanger sur le fonctionnement de la MJD avec tous les acteurs de la structure qui œuvrent au quotidien.
- **Le conseil de la MJD** s'est tenu le 11 mai 2023, en présence des représentants du Tribunal judiciaire, des partenaires et des différentes communes signataires de la MJD.
- **La journée nationale d'accès au droit** a eu lieu le 24 mai 2023 : Cette année la journée d'accès au droit a eu pour thème « l'accès au droit au plus démunis ». Nous avons fait deux programmations sur deux thèmes différents : Le matin, nous avons organisé une conférence d'accès au droit ayant pour thème « Le droit au logement » et l'après-midi, nous organisons une conférence d'accès au droit ayant pour thème « La traite et l'exploitation des êtres humains », cette dernière était à destination des professionnels.
- Visite et présentation de la structure la maison de justice et du Droit à la Communauté de communes « Les Rives de la LAURENCE » le 18 juillet.
- Organisation d'une conférence d'accès au droit Accès au droit PIMMS Médiation le 15 décembre.

➤ A l'extérieur de la MJD :

- Participations aux différents comités de pilotage, aux comités locaux de Sécurité de Prévention de la Délinquance en présentiel, ainsi qu'aux séances plénières des communes signataires de la MJD.
- Participations aux deux assemblées générales du Centre Départemental de l'accès au Droit le 9 mars 2023 ainsi que le 24 novembre 2023 au tribunal judiciaire de Bordeaux.
- Réunions avec la Mairie de LORMONT concernant la Convention Territoire Globale, démarche fondée sur le partenariat avec la Caf pour renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des services mis en place pour les habitants sur le territoire lormontais. Présence de la MJD pour la présentation de la Convention Territoire Globale, ainsi qu'aux différents comités de pilotages le 14 mars, le 30 mars, le 7 juin et le 6 juillet, élaboration d'une fiche action concernant l'action aux droits des jeunes, ainsi qu'à la signature de la convention le 29 novembre 2023.
- Réunions concernant les animations en milieu scolaire dans les locaux de la Mairie à AMBARES et LAGRAVE le 9 janvier 2023, à la médiathèque de BASSENS le 19 avril 2023 et au collège MAX LINDER à SAINT LOUBES le 5 octobre 2023.
- Participation à la journée des regroupements des MJD le 15 juin à Paris organisé par SADJAV et le bureau de l'accès au droit et de la médiation.
- Rencontre avec la Maison des Solidarités de Lormont dans leurs locaux le 10 juillet 2023, présentation et échanges concernant les deux établissements, discussion à propos de l'accès au droit ainsi que sur la réorientation des usagers de chaque structure
- Participation de la MJD à la Journée européenne du patrimoine le samedi 16 septembre au Tribunal Judiciaire de Bordeaux durant laquelle la MJD était représentée par le greffier et la juriste. La MJD de Lormont en partenariat avec la MJD de Bordeaux a créé et présenté une animation « A la découverte de la Justice » avec le support de la mallette numérique « Ado et citoyen ». Cette animation était à destination des jeunes et leurs familles.
- Déplacement pour l'inauguration de la Maison de Justice et du Droit MEDOC à LESPARRE le 12 octobre 2023, troisième MJD de la Gironde après BORDEAUX et LORMONT.

- Rencontre avec PIMMS Médiation dans leurs locaux à CENON le 18 octobre 2023, présentation et échanges à propos des deux structures avec mise en place d'une collaboration ainsi qu'une meilleure réorientation des usagers. Une présentation de l'aide juridictionnelle prévue à la Maison de Justice et du Droit pour le personnel de PIMMS Médiation

- **Les animations dans les établissements scolaires des communes partenaires**

Deux Expositions interactives (2 heures d'intervention) :

9-13 ans « Moi, Jeune Citoyen »

Un choix de 30 questions par thématique entraînant une discussion sur les droits et les devoirs des mineurs dans les principaux lieux de vie : à la maison, à l'école et dans la rue.



13-18 ans « Ado et Citoyen »

La mallette 13/18 ADO et CITOYEN est la déclinaison numérique de l'exposition 13/18 QUESTIONS DE JUSTICE Les principes pédagogiques sont les mêmes que ceux de 13/18 Questions de justice : l'animateur échange avec les adolescents sur des questions relatives à la justice, les droits et les devoirs et leur fournit les réponses de la loi.



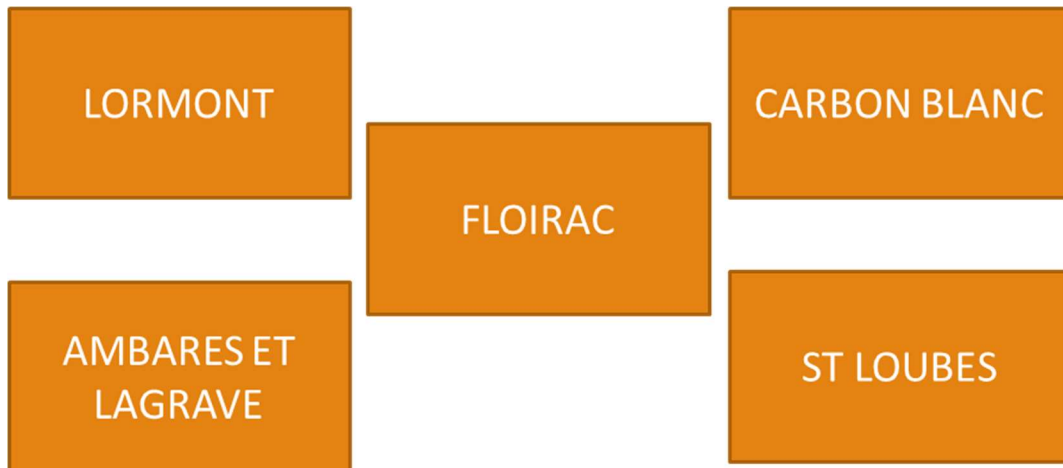
Pour l'année 2023 :

Interventions dans des classes concerne 13 établissements scolaires :

- Soit 61 classes représentant 122 heures d'animations
- Soit environ 1800 élèves

Interventions par la greffier et les juristes de la MJD

COMMUNES CONCERNEES :



BILAN ET PERSPECTIVES

Le présent bilan témoigne et met en évidence cette année encore une activité dense et constante, à travers la diversité et la présence de ses intervenants.

En 2023, la MJD a reçu 16173 appels téléphoniques et 8117 visiteurs. Le nombre d'appels téléphoniques a relativement augmenté par rapport à l'année 2022 (+433) ainsi que le nombre de visiteurs également (+149 visiteurs).

Parfaitement implantée dans le paysage local, la MJD accueille dans le même temps, un public venant sur convocation et volontairement pour l'accès au droit. La pluralité des intervenants tant sur le plan pénal que civil en fait une structure unique.

L'activité pénale globale est en baisse par rapport à l'année 2022 : 1284 rendez-vous d'activité pénale en 2023, contre 1668 l'année précédente. Cette situation est notamment due à une baisse de l'activité des délégués du procureur de la République. En effet, 776 personnes reçues en 2023, contre 1097 personnes l'année précédente (-321).

L'accès au droit demeure l'activité principale de la structure avec 3878 personnes reçues en 2023, soit 110 personnes en plus. Les thématiques juridiques les plus importantes restent le droit du travail, le droit de la famille et le droit des étrangers.

Le Ministère de la Justice et les communes partenaires financent la structure. L'accès au droit représente l'activité principale de la structure et dépend, du soutien du CDAD, qui finance les permanences des associations, et des bénévoles, en la personne des conciliateurs de justice et des délégués du défenseur des droits ainsi que les associations comme ARC SO qui assurent des permanences gracieusement.

On remarque cependant que malgré certains aléas et grâce à l'investissement de l'équipe, le bilan de l'année 2023 est très positif.

Pour 2023, la réunion des intervenants a été organisée le 4 mai et le conseil de la MJD le 11 mai. La journée nationale d'accès au droit du 24 mai s'est déroulée au sein de la MJD.

Nous avons également comme les années précédentes, une forte activité à l'extérieur de la MJD avec notamment les animations en milieu scolaire, activité très appréciée par les établissements.

Aujourd'hui, eu égard à l'importance de l'activité et de la demande, la poursuite des actions menées par la MJD dépend des moyens humains et financiers qui lui sont donnés. Nous espérons une plus grande stabilité des effectifs en 2024 par rapport à 2023.

En conclusion, il y a lieu de remercier l'équipe et l'ensemble des intervenants pour leur implication et le travail réalisé.

PLANNING DES INTERVENANTS DE LA MJD

	Matin	Après-midi
Lundi	DPR (RAL et CSC) SAV PRADO (psychologue) AVOCATS IDS et IDPP	AEM: CJ (semaine impaire) MEDIATION FAMILIALE (en quinzaine) AVOCATS Généralistes
Mardi	DPR et COMPOSITION PENALE OMP (1 fois par trimestre) ALIFS DEFENSEUR DES DROITS	COMPOSITION PENALE ALIFS DEFENSEUR DES DROITS CONCILIATEUR DE JUSTICE (2 fois par mois)
Mercredi	SPIP JURISTE CDAD ECRIVAIN PUBLIC – ATELIER GRAPHITE (2 fois par mois) CONCILIATEUR DE JUSTICE (1 fois par mois) PIST 33	SPIP AVOCAT EN DROIT PUBLIC (2 fois par mois) CIDFF ARC SO (1 fois par mois) CONCILIATEUR DE JUSTICE (2 fois par mois)
Jeudi	SPIP CONCILIATEUR DE JUSTICE (2 fois par mois) JURISTE CDAD AVOCAT IDE (1 fois par mois)	SPIP PRADO Réparation pénale (2 fois par mois) FAMILLES EN GIRONDE (2 fois par mois) JURISTE CDAD CONCILIATEUR DE JUSTICE (2 fois par mois)
Vendredi	DPR (RAL et CSC) SPIP INFODROITS SAV PRADO (juriste)	RUELLE (à la demande)

INDEX

Propos lumineux p1

Informations pratiques p2 – p5

- Coordonnées / Horaires d'ouvertures / Fermetures p2
- Locaux / Équipement informatique p2-3
- Sur le plan matériel / Le Personnel permanent / Les Services civiques p3-5

Le Financement p6 – p7

L'activité p8 – p30

- L'activité globale de la MJD p8
- L'accueil de la MJD p9
- Les intervenants de l'activité pénale p10-12
- Les intervenants de l'accès aux droits p13-27
- La résolution des litiges p28-30

L'accès au droit en chiffres p31 - p35

Actions de communications et partenariats p36-p40

- A l'intérieur de la MJD p36-p37
- A l'extérieur de la MJD p38-p41

Bilan et perspectives p42 – p43

Planning des intervenants p44